



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO,
à l'occasion de la cérémonie d'ouverture
de la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation**

Genève, 25 novembre 2008

· Madame la Présidente,
· Mesdames et Messieurs les Ministres de l'éducation,
· Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
· Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi de vous accueillir à la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE).

Avant tout, je souhaite vous remercier, Madame la Présidente, pour votre allocution d'ouverture stimulante. Et permettez-moi une fois encore de féliciter l'Inde, qui a présidé avec un tel succès la 47^e session de la CIE, centrée sur l'éducation de qualité, à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister en septembre 2004.

J'aimerais aussi exprimer mes plus vifs remerciements aux autorités fédérales suisses et à la République et au canton de Genève, pour l'hospitalité généreuse qu'ils réservent toujours à cette Conférence, ainsi qu'au Bureau international d'éducation (BIE), qui organise les sessions de la CIE depuis 1934.

Permettez-moi de saisir cette occasion de souhaiter au BIE un heureux 80^e anniversaire, avec un peu d'avance puisqu'il le célébrera l'an prochain. Le BIE a été le premier organe intergouvernemental spécialisé dans l'éducation à voir le jour et il fait partie intégrante de l'UNESCO depuis 40 ans.

À l'heure de la mondialisation, les sessions de la CIE sont une nécessité : il est en effet crucial de disposer de tribunes où puisse s'engager un véritable dialogue sur les orientations futures en matière d'éducation. Le thème de cette 48^e session, « L'éducation pour l'inclusion : la voie de l'avenir », est on ne peut plus d'actualité. Tous les ministres de l'éducation le savent, le manque de connaissances,

d'aptitudes et de compétences est de plus en plus fréquemment une cause d'exclusion et de tension sociale. La venue en si grand nombre d'importantes personnalités directement concernées confirme, s'il en était besoin, que l'éducation est un projet de société qui ne pourra être exécuté en l'absence de partenariats les plus larges possible. Permettez-moi donc d'accueillir chaleureusement les ministres de l'éducation et tous nos partenaires ici présents.

Je ne dispose pas du temps nécessaire pour remercier chacun de ceux qui ont contribué à cette Conférence. Mais qu'il me soit au moins permis d'exprimer ma gratitude envers les Gouvernements de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Inde, du Koweït et de la Suisse, tous les autres gouvernements et institutions qui ont collaboré à la production d'une série de vidéos, mais aussi envers l'UNICEF et le Fonds du projet du Prince Sultan bin Abdulaziz d'Arabie saoudite.

On peut dire que cette Conférence a réellement débuté il y a près de deux ans, avec la première des 13 réunions préparatoires qui ont rassemblé plus de 900 participants venus de 128 pays. J'aimerais remercier tous ceux qui ont participé à l'organisation de ces réunions, dont les conclusions façonneront vos débats de ces prochains jours. Permettez-moi aussi de saluer les donateurs privés, les ONG et les organismes des Nations Unies qui ont apporté leur contribution à l'exposition organisée dans le cadre de la Conférence.

Je souhaite exprimer ma gratitude au Conseil du BIE et à son Président, Raúl Vallejo Corral, ministre de l'éducation de l'Équateur, pour tous les efforts qu'ils ont déployés en préparation de la Conférence de cette année.

Enfin, mais ce n'est pas le moins important, je remercie le personnel de l'UNESCO, en particulier Clementina Acedo et son équipe au BIE, dont l'ardeur au travail nous a permis d'être ici aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Nous nous réunissons à un moment particulièrement critique. L'éducation n'est pas une île. Des forces aussi diverses que l'urbanisation, les migrations, la santé, la démographie et les systèmes politiques et économiques agissent sur elle. Tout récemment, la crise financière a mis en évidence la fragilité de notre monde et les effets de l'interdépendance. Comme toujours, il est probable que ce sont les pauvres qui seront le plus durement touchés. Une telle situation réclame de la part

de tous les partenaires présents ici aujourd'hui une ferme détermination à faire en sorte qu'aucun pays ne revienne sur son engagement envers l'éducation.

L'éducation est un droit humain fondamental, comme on peut le lire dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont on célèbre cette année le 60^e anniversaire. Depuis son adoption, un certain nombre de traités et d'instruments normatifs importants ont réaffirmé ce droit – tout récemment, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur en mai dernier. L'ensemble de ces instruments repose sur le même principe : celui de la non-discrimination, pour quelque motif que ce soit.

C'est l'essence même de l'inclusion : chacun a le droit d'apprendre, quelles que soient ses origines et sa situation.

Bien qu'une majorité de pays se soient dotés d'une législation rendant la scolarité obligatoire pendant une période de six à neuf ans, quelque 10 % de la population mondiale en âge d'être scolarisée dans le primaire en est exclu, soit 75 millions d'enfants. L'édition 2009 du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*, qui sera rendue publique ici-même dans la journée, montre que ce sont les enfants des ménages les plus pauvres qui sont le plus susceptibles d'être exclus de l'école ou de la quitter prématurément. Les filles demeurent plus menacées de ne pas être scolarisées que les garçons. Habiter une zone rurale ou un taudis urbain, être handicapé, appartenir à un groupe minoritaire ou parler une langue minoritaire : autant de facteurs qui augmentent la probabilité d'être exclus. L'éducation ne vient pas en aide aux plus défavorisés, alors que c'est l'outil le plus efficace pour échapper à la pauvreté.

Pour que l'éducation devienne un vecteur d'inclusion, il faut donc en premier lieu concevoir des politiques qui rendent l'apprentissage accessible aux plus marginalisés et aux plus vulnérables. Certaines politiques publiques ont entraîné des changements spectaculaires depuis 2000, date à laquelle les pays ont adopté les Objectifs du Millénaire pour le développement et ceux de l'Éducation pour tous. Dans toute l'Afrique subsaharienne et dans un certain nombre de pays d'Asie du Sud, nous avons constaté des progrès historiques sur la voie de l'éducation primaire universelle.

Mais l'inclusion comporte une seconde dimension, toute aussi importante. Tous les enfants apprennent-ils, et dans quelles conditions ? Comment gère-t-on des classes comportant de nombreux élèves d'origines très diverses et de langues

maternelles différentes ? Comment promouvoir la citoyenneté et la responsabilité sociale, la prise de conscience des problèmes environnementaux et les connaissances en matière de prévention du VIH ?

Les évaluations d'acquis menées aux plans international, régional et national sont de riches sources d'information en ce qu'elles permettent de déterminer dans quelle mesure les systèmes éducatifs parviennent ou non à inculquer aux élèves des connaissances de base en matière de lecture, de mathématiques et de sciences. Les résultats montrent qu'une forte proportion des élèves de pays en développement n'atteint pas le niveau souhaitable en lecture. Une fois encore, le milieu d'origine des élèves joue un rôle déterminant. Afin d'adapter notre action à la diversité de leurs besoins, de leurs origines et de leurs facultés intellectuelles, nous devons accorder une attention plus grande à l'organisation des écoles et des classes, à la manière dont les enseignants sont formés et appuyés et aux modalités de la conception des programmes.

Les systèmes éducatifs de haute qualité favorisent l'excellence et l'équité. Leur succès se mesure à l'aune du succès de chaque élève. Les principes inhérents à l'inclusion nous incitent à penser en termes de diversité, d'ouverture et de flexibilité, sans pour autant perdre de vue les éléments fondamentaux qui rendent possible un apprentissage de qualité, au premier rang desquels les enseignants.

Enfin, comme je l'ai dit, l'éducation n'est pas une île. Les Objectifs du Millénaire représentent l'engagement pris à l'échelle mondiale d'améliorer la vie des plus pauvres de la planète. L'éducation est d'une importance cruciale pour la réalisation de chacun de ces objectifs. Afin d'améliorer la santé et les moyens de subsistance de leurs populations, les pays en développement doivent considérablement développer les programmes d'éducation et de protection de la petite enfance, car un grand nombre d'enfants souffrent de malnutrition lorsqu'ils arrivent dans le primaire. Les programmes d'alphabétisation et de développement personnel à l'intention des jeunes et des adultes jouent un rôle central en ce qu'ils leur ouvrent de nouvelles perspectives et assurent la promotion de la cohésion sociale. Mais on ne saurait parler de système éducatif axé sur l'inclusion lorsque 776 millions d'adultes sont dépourvus de compétences de base en lecture et en écriture. C'est un facteur de marginalisation et de pauvreté, non d'inclusion et d'émancipation.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La CIE entame un cycle de conférences organisé par l'UNESCO en 2008-2009. Les suivantes seront centrées sur l'éducation de base pour tous, l'éducation pour le développement durable, l'éducation des adultes et l'enseignement supérieur. Toutes ces conférences procèdent de la conviction selon laquelle l'éducation est un droit, le fondement même du développement, et l'apprentissage se poursuit tout au long de la vie. Elles ont pour but d'encourager une évolution vers des systèmes éducatifs plus flexibles et novateurs, inspirés par un souci d'équité, d'inclusion et de qualité.

L'inclusion ouvre la voie à un avenir commun meilleur. Il est indispensable que les documents issus de cette Conférence se traduisent par des politiques et des pratiques visant à assurer une éducation de haute qualité à tous ceux qui apprennent. C'est d'abord et avant tout une question de volonté politique, mue par une ambition : faire de la société un endroit où des possibilités d'apprentissage soient à la portée de chaque individu.

Je vous remercie.